

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
108 · Novembre 2022
AZB 3001 Berne · Post CH AG



En route vers les élections fédérales 2023!

Lors de notre dernier Congrès des 29 et 30 octobre 2022 à Bâle, nous avons lancé notre campagne pour les élections fédérales avec les quelque 900 personnes présentes sur place. Le PS Suisse prend parti pour une Suisse solidaire! Pages 4–7

INVESTIR DANS L'AVENIR

Début septembre, nous avons lancé notre initiative pour un fonds climat. Cette initiative répond à la double crise que nous vivons : celle de l'approvisionnement énergétique et celle du réchauffement climatique. Page 8

MERCI SIMONETTA!

Le 2 novembre dernier, notre camarade Simonetta Sommaruga a annoncé sa démission du Conseil fédéral, suite à la maladie de son mari. Cela nous attriste toutes et tous profondément. Merci de tout cœur pour ton immense engagement! Page 9

L'IMAGE DU MOIS



Journées de protestation dans la construction



Clément Borgeaud, Monthey (VS), membre du comité de coordination du Groupe socialiste des régions de montagne, président du PSVR et porte-parole du PS Suisse

À la fin de l'année 2022, la convention nationale du secteur principal de la construction (CN) expirera. Depuis le début de l'année, des négociations sont en cours entre les syndicats et la Société suisse des entrepreneurs afin de la renouveler, mais aucune solution n'est en vue pour le moment. Les patrons demandent des journées plus longues (jusqu'à 58 heures de travail par semaine), veulent réduire les droits des travailleuses et travailleurs et réduire les salaires pour les plus âgé-es (!). Les syndicats combattent ces propositions de toutes leurs forces et demandent une meilleur

protection de la santé dans la construction, moins de stress, ainsi qu'une indemnisation correcte du temps de travail non payé.

Lors de son dernier Congrès, le PS Suisse a adopté une résolution en soutien aux travailleur-euses de la construction. En tant que parti issu du mouvement ouvrier, nous devons nous solidariser avec la protection des travailleur-euses de la construction. Lundi 7 novembre dernier, des grèves ont eu lieu dans les cantons de Vaud, Neuchâtel, Genève, Fribourg et Jura. Merci aux camarades présent-es pour leur soutien!



Émotion sans planification

La vie politique suisse est faite de temps forts que l'on peut tenter de planifier : il n'aura échappé à personne que, dans moins d'une année, la population suisse est appelée aux urnes pour renouveler les Chambres fédérales. Alors que le pouvoir d'achat de la population se réduit, que l'inflation augmente de manière considérablement plus élevée pour les bas revenus et la classe moyenne et que l'approvisionnement énergétique de la Suisse doit être assuré, nous pensons que le PS Suisse dispose plus que jamais des bonnes solutions face à ces multiples crises. Nous avons une année pour aller convaincre la population qu'un vote socialiste est un vote pour le pouvoir d'achat, pour l'égalité et pour la sécurité de l'approvisionnement !

Mais la vie politique suisse est aussi faite de moments d'émotion qui ne se laissent pas prendre au jeu de la planification froide. L'annonce de la démission de notre camarade Simonetta Sommaruga, qui a rententi sur tous les téléphones de Suisse le mercredi 2 novembre peu après 14 h, est assurément un de ces moments. Simonetta a choisi pour son départ la dignité et l'engagement, des valeurs qui ont aussi été celles de son action pendant 12 ans au Conseil fédéral. L'émotion qu'a créée cette annonce témoigne de la popularité de Simonetta dans la population. Alors que la bataille politique à Berne nous réserve un grand nombre de surprises négatives – en témoigne le refus récent de la Commission de la santé du Conseil des États d'augmenter de 30 % les subsides de primes d'assurance-maladie – nous savions pouvoir compter sur la détermination de Simonetta pour mener à bien ses projets, avec les intérêts de la population comme seule boussole. Au nom de toutes les camarades et bien au-delà, nous lui disons bon vent et, surtout, merci !

Colin Vollmer, co-rédacteur en chef

IMPRESSUM

Éditeur : PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction : Colin Vollmer, Clément Borgeaud et Mélanie Rufi
Production : Atelier Bläuer, Berne



Florian Schütz

De la lutte pour la liberté



Rebekka Wyler, co-secrétaire générale du PS Suisse

Avant de travailler pour le PS Suisse, j'ai travaillé dans différents services d'archives. Un jour, je suis tombée sur un bureau d'enregistrement dont les dossiers étaient écrits en persan. Le psychologue et psychiatre Kenower Weimar Bash était arrivé en Suisse en 1938 en provenance des États-Unis. Il a étudié la médecine à Zurich et a travaillé dans plusieurs cliniques psychiatriques. À partir de la fin des années 1950, Bash a travaillé pour l'Organisation mondiale de la santé. Au début des années 1960, Bash a mené des enquêtes dans tout le pays en vue d'une réforme prévue des services psychiatriques en Iran. Bien que je ne puisse pas lire les notes, elles m'ont beaucoup impressionnée. Qui avait-il interrogé ? Dans quelles conditions vivaient ces personnes dans l'Iran des années 1960 ? J'ai commencé à m'intéresser à l'histoire du pays. J'ai été particulièrement impressionnée par les bandes dessinées de l'autrice franco-iranienne Marjane Satrapi (« Persepolis »).

Depuis le début du 20^e siècle, l'Iran était une monarchie constitutionnelle. En 1925, Reza Pahlavi a été nommé chah par le Parlement, son fils lui a succédé en 1941. En 1951, le chah a nommé Mohammad Mosadegh Premier ministre. Ce dernier

a nationalisé l'industrie pétrolière et a été renversé en 1953 avec le soutien de la CIA. En 1979, les islamistes dirigés par Khomeini ont pris le pouvoir et proclamé la République islamique d'Iran. Depuis, la résistance à la dictature religieuse n'a cessé de se manifester. Et aujourd'hui, il ne s'agit rien de moins que de son maintien. Comme le constatent les connaisseur-euses de la situation, il ne s'agit plus de problèmes isolés et du souhait de réformes, mais de la chute du régime. Des femmes incroyablement courageuses enlèvent leur foulard, coupent leurs cheveux et attaquent les Gardiens de la révolution. Malgré la crainte de la répression, de la violence et de la mort, de nombreuses personnes ne restent pas chez elles, mais descendent dans la rue et protestent sous les formes les plus diverses contre le pouvoir. La leçon que ces personnes nous donnent est la suivante : sans liberté ni autodétermination, la vie ne vaut rien. Pour l'espoir d'un avenir meilleur, il vaut la peine de tout risquer. Réfléchissons-y – et soutenons-les concrètement ! Par des interventions politiques, par notre participation à des manifestations, par un soutien organisationnel et financier et en offrant une plate-forme à l'opposition démocratique au régime.

Nous prenons parti pour une Suisse solidaire



Mattea Meyet et Cédric Wermuth, co-président-es du PS Suisse

Fin octobre, près de 1000 personnes qui se sont réunies à Bâle pendant deux jours pour le Congrès du PS Suisse. À cette occasion, nous avons eu le plaisir d'être réélu-es avec toute la présidence et d'adopter une position commune pour une Europe sociale et démocratique. Mais le clou du spectacle a assurément dans le lancement des élections fédérales. Alors que les enjeux pour le pays à l'occasion de ces élections seront immenses, nous vous dévoilons ici les six thèmes principaux qui animeront notre campagne jusqu'au 22 octobre 2023.

Nous prenons parti pour le pouvoir d'achat et contre les inégalités

Les intérêts de la population doivent passer avant ceux des multinationales. Alors que leurs profits et ceux des gros actionnaires explosent, de nombreuses personnes ont du mal à boucler leurs fins de mois. Le coût de la vie augmente, le pouvoir d'achat diminue et les primes d'assurance-maladie augmentent. Quant aux salaires et aux rentes, ils stagnent voire diminuent. Voilà pourquoi nous voulons soulager la population et renforcer le pouvoir d'achat. Avec notre initiative sur les primes, nous nous assurons que personne ne

doive dépenser plus de 10 % de son revenu pour les primes d'assurance-maladie.

Nous prenons parti pour la sécurité énergétique et contre la crise climatique

Nous sommes confronté-es aux deux plus grands défis de notre temps : la protection du climat et la sécurité d'approvisionnement. Il est primordial de devenir aussi rapidement que possible indépendant-es du pétrole, du gaz et de l'uranium. En faisant sortir la Suisse des énergies renouvelables, nous nous assurons que la Suisse ne soit plus soumise aux chantages des dictateurs. Avec l'initiative pour un fonds climat, nous construisons un véritable service public de la transition énergétique.

Nous prenons parti pour concrétiser l'égalité entre femmes et hommes

Nous voulons une société où tout le monde perçoit des salaires et des rentes dignes, quel que soit son sexe. Des salaires et des rentes décents sont aussi une protection efficace contre la pauvreté des personnes âgées, qui touchent les femmes plus fortement. La Suisse a besoin de place en crèches abordables, d'une réduction du temps de travail et d'un congé parental. De plus, nous nous engageons pour une société au sein de laquelle toutes les orientations sexuelles et les identités de genre sont respectées de la même manière. Avec l'initiative sur les crèches, nous nous engageons pour augmenter le nombre de places en crèches abordables, pour une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale et pour de meilleures conditions de travail et des salaires justes.

Nous prenons parti contre la pauvreté, l'exclusion et le mépris

Nous ne voulons pas d'une politique qui lutte contre les pauvres : c'est la pauvreté qui doit être combattue. Nous nous engageons pour une société dans laquelle personne n'est laissé de côté et où toutes et tous ont les mêmes droits. C'est pourquoi nous exigeons des salaires minimums et luttons contre les contrats de travail précaires. Avec des conventions collectives de travail fortes et une meilleure protection contre le licenciement. Les familles monoparentales, les enfants et les personnes migrantes sont particulièrement marginalisé-es : aidons-les, ne les criminalisons pas. La pauvreté n'est pas un crime !

Nous prenons parti pour des services publics forts

Nous défendons ce qui fait la force de la Suisse : des services publics de qualité. Les transports publics, la Poste et les télécommunications, l'approvisionnement énergétique et en eau, mais aussi l'AVS, l'école publique et la santé. Mais nous ne défendons pas seulement ce qui existe déjà, nous voulons développer les services publics dans tous les domaines : de l'augmentation de places en crèches abordables au meilleur soutien aux personnes âgées.

Nous prenons parti pour une Suisse qui assume ses responsabilités en matière de paix

Nous ne pouvons pas résoudre les problèmes mondiaux en faisant cavalier seul. Nous voulons une Suisse qui se fasse l'avocate du droit international. Nous nous engageons pour plus de coopération au développement et pour la lutte contre la pauvreté et la faim. Nous nous engageons pour une plus grande responsabilité des entreprises, un impôt minimum mondial et le gel des avoirs des oligarques. Notre objectif est une Europe pacifique, démocratique, sociale et écologique. C'est pourquoi le PS veut améliorer et développer les relations entre la Suisse et l'Union européenne.

La plateforme électorale se trouve en intégralité sur le site internet : www.pssuisse.ch/plateforme2023.

Nous nous réjouissons de prendre parti avec vous pour une Suisse solidaire !



Monika Flückiger



Face à la crise du pouvoir d'achat, nous prenons parti pour la classe moyenne et les ménages modestes

Ces vingt dernières années, le pouvoir d'achat de la classe moyenne s'est effondré par un double effet de hausse des prix et de stagnation des salaires. Si nous avons mis en place les propositions du PS Suisse il y a 20 ans, nous n'en serions pas là. Mais il est toujours possible d'agir.

Depuis l'an 2000, l'indice des prix à la consommation indique une hausse des prix d'un peu plus de 10 %, ce qui donne une illusion de stabilité. La réalité est extrêmement différente. Pour les 90 % des ménages, soit la classe moyenne et les ménages modestes, le coût de la vie a augmenté en réalité jusqu'à 30 %, voire plus. Pourquoi ? C'est simple : les loyers ont explosé, avec des dizaines de milliards payés en trop par les locataires. Les coûts de transports ont massivement augmenté, tout comme l'alimentation de base. Toutes ces dépenses sont principalement supportées par la classe moyenne. Et il y a évidemment les primes d'assurance maladie, qui ne sont même pas incluses dans l'indice, mais qui ont plus que doublé depuis 2000.

Les salaires et les rentes ne suivent pas

La hausse des coûts n'est qu'un seul facteur qui explique la perte du pouvoir d'achat des ménages. Alors que la valeur créée par habitant-es en Suisse a augmenté de 50 %, les salaires réels, eux n'ont augmenté que de 17 % ! Mais où est donc passé la différence ? C'est simple, dans



Samuel Bendahan, vice-président du PS Suisse et conseiller national (VD)

la poche des super-hauts salaires et des détenteurs de capitaux. En 30 ans, les 300 plus riches de Suisse ont vu leur fortune ... quadrupler !

Il faut faire un constat simple : la Suisse crée de la valeur. Simplement, tout le monde n'en profite pas de la même manière. L'appauvrissement de la classe moyenne et la pauvreté rampante coexistent avec un enrichissement massif de quelques-uns et une concentration du pouvoir inédite.

12 000 francs par mois

12 000 francs par mois en moyenne. Vous ne rêvez pas, c'est bien le revenu moyen des personnes actives en suisse. Le PIB de la Suisse, c'est-à-dire la somme de tous les revenus gagnés est de 731 milliards de francs. Si cet argent était réparti équitablement entre les 5 millions d'actives et d'actifs en Suisse, tout le monde vivrait dans le luxe. Voici les moyens dont nous disposons en réalité. Les quelques cantons qui ont réussi à introduire un salaire minimum l'ont fixé à un montant bien inférieur à cela et la droite souhaite briser les décisions démocratiques de ces cantons en annulant les salaires minimaux cantonaux supérieurs aux salaires prévus dans les CTT. Comment peut-on penser que gagner un tiers du revenu moyen en travaillant à 100 %, c'est encore trop ?

Soyons clairs. Il serait possible de donner à chaque personne un revenu décent et même correct, sans même menacer le niveau de vie très élevé des ultra-riches et des personnes

à très haut salaire. Mais l'extrême inégalité actuelle ne leur suffit pas, même la misère des autres n'est pas un prix trop élevé à payer pour justifier encore plus d'enrichissement. Le PS Suisse a donc dû lutter contre plusieurs projets fiscaux dont l'addition serait revenue à la classe moyenne, tout ça pour renforcer les fortunes de quelques riches ou de quelques grandes multinationales. Heureusement nous avons gagné, notamment contre la suppression du droit de timbre et de l'impôt anticipé.

Le PS prend parti pour la classe moyenne et les ménages modestes

Les mesures que nous proposons peuvent changer la donne. Nous demandons la limitation du poids des primes sur le budget des ménages, le contrôle automatique des loyers qui mènerait à des milliards de francs de baisses, un soutien pour les transports publics, ou encore un chèque fédéral pour la classe moyenne qui compense les hausses actuelles des coûts. Nous nous battons pour que les rentes AVS soient augmentées et permettent de vivre décemment, mais aussi pour que les salaires de toute la population augmentent au moins dans la même mesure que la croissance économique. Si ces propositions socialistes avaient passé la rampe il y a 20 ans, la vie de 99 % de la population serait aujourd'hui meilleure. Le moment est venu de s'engager pour que dans les 20 prochaines années, l'ensemble de la population ait vu ses conditions de vie s'améliorer.

Pour la protection du climat et un approvisionnement sûr en énergie, dans une dynamique de justice sociale et climatique



Elisabeth Baume-Schneider,
conseillère aux Etats (JU) et
vice-présidente du PS Suisse

Le réchauffement climatique s'emballé; la crise de l'approvisionnement en énergie en Europe à cause de l'effroyable situation de guerre en Ukraine est un enjeu de société; Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, mentionne une impasse planétaire face au manque d'action des décideurs politiques. Nous vivons un moment historique en matière de justice climatique et sociale.

Il est urgent d'agir. Grâce à Simonetta Sommaruga, nous avons pu nous prononcer sur plusieurs objets de politique énergétique lors de la session d'automne du Parlement. En qualité de présidente de la Commission de l'environnement, je m'étonne à chaque séance de la résistance à des principes relevant du bon sens. Mais en étroite concertation avec nos collègues du National, grâce en particulier à Roger Nordmann et en travaillant en bonne intelligence avec nos collègues vert-es, nous argumentons de manière documentée et factuelle.

Se tourner vers l'avenir

Il est vital de se tourner vers l'avenir en investissant massivement dans les énergies renouvelables et dans l'efficacité énergétique. Rappelons que l'énergie nucléaire n'est pas une

réponse, mais un problème lançant en matière de déchets. Il est indispensable de mentionner qu'il est stérile de confronter la production de l'énergie à la protection de notre environnement naturel. Il est de notre responsabilité de mettre en place des bases légales qui assurent une sécurité juridique à une véritable pesée des intérêts, à la hauteur des valeurs de notre démocratie et du respect de notre Constitution. Il n'est plus temps de choisir entre des mesures qui déploient leurs effets à court terme et des projets à réaliser à moyen et long terme. Aujourd'hui, les rapports des scientifiques, le recul des glaciers dans nos paysages de montagnes, la flambée des prix de l'énergie, la douceur automnale... tout nous nous oblige à prendre nos responsabilités.

Il existe des solutions

La table ronde consacrée à l'énergie hydraulique a montré qu'il est possible de développer une approche responsable, tout en retenant des projets prioritaires relatifs à des rehaussements de barrages. Tout n'est de loin pas parfait, mais une majorité au Conseil des États a ancré dans la Loi sur l'énergie et Loi sur l'approvisionnement en électricité une liste,

par ailleurs non exhaustive, de 15 ouvrages à fort potentiel en matière de production d'énergie. Nous avons également décidé d'une grande offensive solaire.

L'adoption du contre-projet indirect à l'initiative contre les glaciers est un véritable succès, porteur d'espoir. Nous en avons bien besoin! Nous devons dénoncer les affirmations farfelues de l'UDC qui a lancé un référendum contre cette «Loi fédérale sur les objectifs de protection du climat, l'innovation et le renforcement de la sécurité énergétique». Cette base légale, soutenue par tous les partis à l'exception de l'UDC, vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, en encourageant les technologies innovantes, en proposant une feuille de route aux entreprises et en soutenant un programme d'impulsion de remplacement des installations de production de chaleur et de mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique. Nous devons nous mobiliser contre cette politique de la peur qui n'hésite pas à parler «d'un poison pour notre économie, pour notre prospérité et d'un fléau pour tous les habitants de Suisse». Nous devons prendre parti pour la protection du climat et un approvisionnement énergétique sûr!



Concrétiser l'égalité entre femmes et hommes

La lutte pour l'égalité porte sur de nombreux aspects. Son volet social est principalement salarial, puisque du salaire dépend la retraite. L'écart existant et persistant est de l'ordre de 19 %, ce qui n'est pas négligeable et a de lourdes conséquences pour les femmes contraintes à la précarité matérielle. A quoi s'ajoute la non-reconnaissance du travail de care, qui est effectué aux deux-tiers par les femmes. Et ce travail non-rémunéré participe aussi fatalement à la faiblesse des rentes.

A ces violences sociales s'ajoutent les violences physiques, dont bien trop de femmes et personnes queer sont encore victimes. Du harcèlement sur le lieu de travail aux violences domestiques, elles sont tristement en tête des statistiques des victimes. Des violences qui pourraient être diminuées si cette réalité était davantage prise au sérieux par les majorités bourgeoises. De plus, il est primordial que la notion de consentement figure dans la révision de notre code pénal.

Un autre aspect à considérer est plus de temps pour les parents. C'est par exemple à travers cet aspect que le besoin d'une réelle politique de conciliation entre vie privée et professionnelle devient évident. Car



Martine Docourt,
co-présidente des Femmes
socialistes suisses

l'arrivée d'un enfant se traduit souvent par une pression sur les épaules des parents, qui doivent faire face à l'absence de politique familiale et plus particulièrement sur les femmes, qui assument encore la plus grande partie des tâches supplémentaires. Les chiffres le démontrent d'ailleurs sans équivoque: seuls 18 % des mères retournent au travail après leur congé maternité légal.

Pour faire face à cette situation, un congé parental est une nécessité. Un congé qui réponde aux besoins des parents, des mères particulièrement, et ainsi à ceux des enfants.

Nous voulons ainsi que chaque parent qui le désire puisse choisir librement le mode de garde de ses enfants, quel que soit leur lieu de résidence.

En lieu et place du système D et encore moins des numéros d'équilibre auxquels bien trop de parents sont obligés, ce sont des solutions collectives que nous voulons voir se développer pour pallier le manque encore trop important de places de garde mises à disposition des enfants. Ainsi, la garde d'enfant doit devenir un service public digne de ce nom. Mais pour ce faire, le personnel des structures d'accueil – devons-nous le rappeler majoritairement

féminin et essentiel à notre économie – doit bénéficier de conditions de travail justes.

Mais la question qui est abordée à travers la politique de conciliation entre vie privée et professionnelle, est plus générale et implique une réduction de temps de travail à salaire égal. Selon diverses études, 40 % des hommes et 30 % des femmes souhaiteraient travailler moins qu'ils ne le font aujourd'hui. Une réduction du temps de travail à salaire égal ne permettrait ainsi pas seulement une meilleure répartition des tâches familiales, mais elle aurait également l'avantage de valoriser le travail de care non-rémunéré.

Ainsi, œuvrer à l'égalité équivaut à vouloir d'une société plus durable, en plaçant l'humain au centre de la société. Raison de plus pour ne pas baisser les bras et ne rien lâcher aux discours pseudo-féministes, de ceux qui voudraient que l'augmentation de l'âge de la retraite ou l'astreinte au service militaire soient des marqueurs d'égalité, alors que, bien sûr, rien ne saurait être plus faux...

Ne rien lâcher car enfin nous ne demandons pas la Lune, mais simplement la pleine égalité de droits que nous garantit la Constitution!

Investir à la hauteur de l'enjeu énergétique et garantir un financement socialement juste

Au début du mois de septembre, nous avons lancé avec les Vert-es notre initiative pour un fonds climat. Cette initiative doit répondre à la double crise que nous vivons : la crise de l'approvisionnement énergétique fossile et la crise du réchauffement climatique. L'initiative demande qu'entre 0,5 % et 1 % soit investi chaque année dans la transition énergétique et sociale.

Nous voulons renforcer la protection du climat et produire nous-mêmes une grande partie de notre énergie. Cela nécessite de grands investissements publics, dès maintenant. Nos parents et grands-parents ont créé l'AVS, fondé les EPF et construit la Nouvelle ligne ferroviaire des Alpes (NLFA). Nous, nous allons rendre la Suisse climatiquement neutre. Grâce au fonds climat, nous isolerons tous nos bâtiments, installerons des chauffages sans énergie fossile, comme des pompes à chaleur, et lancerons une offensive pour l'installation de panneaux solaires. Parallèlement, ce fonds permettra les reconversions professionnelles nécessaires afin que personne ne passe entre les mailles du filet.

La cause des deux crises que nous vivons est la même : notre consom-



Roger Nordmann, président du Groupe socialiste aux Chambres fédérales et conseiller national (VD)

mation (énorme) d'énergie fossile. De plus en plus chers et difficiles à importer, le gaz et le pétrole sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre. Tant pour le climat que pour la sécurité de l'approvisionnement énergétique, il est urgent de se passer des énergies fossiles. Pour cela, il faudra investir massivement, non seulement dans l'efficacité, mais aussi dans l'utilisation de la chaleur renouvelable ainsi que la production électrique.

Sous-investissement chronique

La double crise que nous vivons est la conséquence du sous-investissement chronique dans l'efficacité énergétique et la production d'électricité renouvelable. Regardons la réalité en face : nous sommes face à un échec total du marché électrique libéralisé, incapable de déclencher des investissements, et face à une politique fédérale beaucoup trop timide pour compenser cette déficience.

Les investissements à entreprendre pour reconstruire notre système énergétique sont colossaux. De plus, il faudra aussi des solutions pour les quelques 20 % d'émissions de gaz à effet de serre non liés à

l'énergie, notamment dans l'agriculture et les cimenteries.

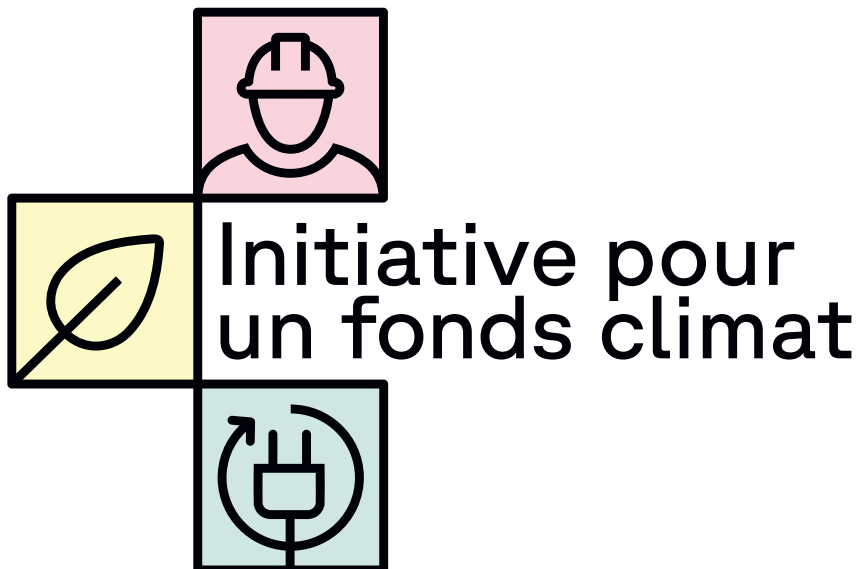
Pour garantir l'ampleur et la constance de l'effort sur la durée, il est nécessaire de disposer d'un fonds séparé du budget courant et alimenté solidement, ce qui nécessite un ancrage constitutionnel et justifie le lancement d'une initiative populaire.

Pour financer les projets de la Confédération et cofinancer ceux du secteur privé, des cantons et des communes, nous proposons donc d'instaurer jusqu'en 2050 un Fonds fédéral pour le climat, financé par la Confédération, qui pourra s'endetter à cet effet en dehors du frein à l'endettement.

Un financement plus solidaire

Pourquoi le choix du financement par la dette fédérale ? Premièrement, parce qu'il s'agit d'investissement, et pas de dépenses courantes ; deuxièmement, parce que le financement par des impôts sur la classe moyenne priverait les personnes des liquidités dont elles ont besoin pour investir maintenant, avec le soutien dudit fonds ; troisièmement, parce que contrairement à la dette d'un particulier, la dette d'un État est en général absorbée par la croissance nominale future. Grâce aux investissements qu'elle permet, l'initiative fera passer la Suisse à une prospérité plus durable. Elle lui évitera notamment de continuer à importer pour plus de 10 milliards de francs d'énergie fossile par an.

Ce financement est beaucoup plus juste qu'un financement par une taxation de l'énergie. Pour le PS Suisse, la question de la justice et de l'équité dans la transition énergétique est centrale. Si elle n'est pas garantie, le processus s'enlisera. Notre initiative donc un financement équitable de l'effort et un niveau d'investissements à la hauteur de l'enjeu, qui est historique.



La solidarité, plus qu'un simple mot

Le congrès du Parti socialiste européen (PSE) s'est tenu en octobre dernier à Berlin. Malheureusement, cela fait longtemps que le PS Suisse n'en est plus membre à part entière, car le PSE adopte une définition politique plutôt que géographique: en effet, seuls les partis socialistes situés dans les pays de l'Union européenne peuvent bénéficier du statut de membre. Ce processus de restriction a commencé dans les années 1990 et me déconcertait déjà à l'époque: qui ne vient pas d'un pays de l'UE est donc relégué-e au second plan.

La veille du congrès, les invité-es internationaux-ales étaient conviés à une réception à la maison Willy Brandt. Dans le «groupe francophone», j'ai pu échanger avec des camarades du Maghreb et de France. Le lendemain matin, j'ai représenté les Femmes socialistes suisses à la réunion du «PES Women». Une camarade polonaise m'a parlé des procédures judiciaires en cours contre des militantes pour le droit à l'avortement. C'était à la fois impressionnant et oppressant. Et c'est là que réside toute l'importance du travail politique transfrontalier: cela nous permet de recevoir des informations directement à la source et de se soutenir mutuellement. La solidarité prend vie dans des moments comme cela.

Le congrès a débuté le vendredi après-midi par l'élection de la nouvelle présidence du PSE. Le Bulgare Sergei Stanishev a été remplacé par Stefan Löfven, ancien Premier ministre suédois et président du Parti social-démocrate des travailleurs (Sveriges socialdemokratiska arbetareparti). Dans un discours impressionnant, Löfven a raconté son enfance dans un orphelinat et chez des parents d'accueil. Très tôt, il a appris l'importance de la solidarité et de la communauté. En tant qu'ouvrier métallurgiste, il a rejoint un syndicat, puis le parti. Pour Löfven, le mouvement ouvrier est aujourd'hui

encore un rempart contre le nationalisme et l'extrémisme de droite. La défense de la démocratie et des droits humains est en effet aussi une tâche centrale du socialisme.

En marge du congrès, Cédric Wermuth et moi-même avons participé au «Leaders' Meeting», la rencontre des directions de parti et des chefs d'État socialistes. Les rencontres avec les représentant-es kurdes du Parti démocratique des peuples (HDP, Turquie) et avec Albin Kurti, le premier ministre kosovar d'Autodétermination (Lëvizja Vetëvendosje) ont été particulièrement marquantes. Le PS Suisse entretient depuis longtemps des échanges actifs avec ces deux partis frères.

Le congrès a été marqué par différentes tables rondes avec un grand nombre de camarades éminentes venu-es de toute l'Europe. Les thèmes centraux étaient la situation économique actuelle, la question du pouvoir d'achat et de l'approvisionnement énergétique. Paul Magnette, président du Parti socialiste de Belgique, a prononcé un discours énergique sur l'échec des acteurs privés sur le marché de l'électricité. Il était intéressant d'observer les divergences d'opinion entre les différents partis socialistes et leurs représentant-es, par exemple en ce qui concerne l'OTAN ou la question de la migration. C'est avec des impressions diverses et variées, de nombreuses cartes de visite et de nouvelles idées dans mes bagages que je suis montée dans le train de nuit pour rentrer en Suisse.

Mélanie Rufi, collaboratrice campagnes et communication du PS Suisse



MERCI, SIMONETTA!

Le 2 novembre dernier, notre camarade Simonetta Sommaruga a annoncé sa démission du Conseil fédéral suite à la maladie de son mari. Comme l'ont écrit Mattea Meyer et Cédric Wermuth, cette décision nous a toutes et tous énormément attristé-es, mais nous la comprenons et la respectons. Cette décision est à l'image de l'engagement de Simonetta au Conseil fédéral: dévouée, diligente et digne.

Élue en 2010, Simonetta aura été à la tête du Département fédéral de justice et police, puis du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication dès 2018. Notre camarade a su poser des jalons déterminants dans la politique suisse en prenant des mesures importantes pour la transition écologique et la protection du climat. Elle a également veillé à une plus grande égalité salariale et a modernisé le droit de la famille. Elle a été tout au long de son mandat une conseillère fédérale populaire et appréciée, tant dans la population qu'au sein du Parti.

Anticiper les difficultés

Son service au plus haut niveau de l'exécutif se termine après de nombreux mois marqués par une crise de l'approvisionnement énergétique. Grâce à sa prévoyance, notre camarade a su anticiper les difficultés à venir – par exemple avec le développement d'un mécanisme de sauvetage pour les entreprises électriques mises en difficulté ou avec le sauvetage d'Axpo. Dans son premier Département, Simonetta a notamment réussi à faire accepter par la majorité de droite du Conseil fédéral le principe des quotas pour les femmes et un meilleur contrôle de l'égalité salariale.

Au plus fort de la crise sanitaire, Simonetta Sommaruga a été une présidente engagée et rassurante pour la population suisse. L'image d'une présidente simple et proche des gens qui prononce une allocation dans sa boulangerie a fait le tour du monde. Au fil des mois de crise, Simonetta a dû annoncer à la population les décisions difficiles du Conseil fédéral, comme la fermeture des commerces, des restaurants et des écoles. Mais malgré la situation critique et une année présidentielle chamboulée, Simonetta a su faire preuve de pédagogie et d'écoute dans sa communication avec la population.

Nous la remercions de tout cœur pour son immense engagement et lui souhaitons, ainsi qu'à son mari, tout le meilleur pour la suite et un bon rétablissement.

Des socialistes au milieu des Alpes

Le 22 octobre dernier avait lieu la sortie annuelle du Groupe socialiste des régions de montagne. Les camarades se sont retrouvés à Albinen (VS), pour une visite du village et de ses différents projets. Le groupe a également pu profiter de l'éclatant soleil valaisan et déguster une excellente raclette offerte par la commune, accompagnée de crus locaux.

Par un samedi ensoleillé d'octobre, une vingtaine de socialistes des régions de montagne se sont réunies dans le village d'Albinen en Valais. Sous le nom de Groupe socialiste des régions de montagne, il s'agit d'un regroupement informel des Partis cantonaux des Grisons, de Glaris, de Schwyz, d'Uri, du Tessin, de Berne, d'Appenzell Rhodes-Intérieures ainsi que du Haut-Valais et du Valais romand. Ce groupe, qui existait déjà à l'époque de Peter Bodenmann et qui représentait les intérêts des cantons de montagne au sein du PS (mot-clé: «OPEP des Alpes»), a été reformé en 2017, dans une composition plus élargie.

De nombreuses thématiques spécifiques aux régions de montagne

Le montant et la structure de la redevance hydraulique restent des questions centrales pour les représentants du PS dans les cantons de montagne, mais d'autres thèmes sont désormais également mis en avant. En août 2020, le Groupe socialiste des régions de montagne a présenté son papier de position complet lors d'une conférence de presse à Andermatt. Il est disponible en français, en allemand et en italien sur www.alpensozis.ch.

L'année dernière, le Groupe a travaillé sur plusieurs modèles d'interventions parlementaires sur la politique familiale et l'accueil des enfants dans les régions périphériques. Depuis, les représentants des cantons de montagne se penchent sur l'aménagement du territoire dans l'espace alpin, notamment en échangeant avec Köbi Gantenbein, ancien rédacteur du magazine «Hochparterre» (spécialisé dans l'architecture et l'aménagement du territoire) et camarade grison.

Au cœur d'Albinen

En règle générale, les «socialistes des Alpes» se réunissent en ligne pour des raisons géographiques, mais le temps était enfin revenu pour une rencontre en présentiel. Beat Jost, camarade haut-valaisan et ancien président de la commune d'Albinen, a expliqué ce qui se passe au village: un inventaire du patrimoine bâti a créé les conditions nécessaires à la préservation de l'impressionnant centre historique du village, la promotion de la construction de logements soutient les jeunes et les familles, des appartements de vacances sont gérés de manière professionnelle sous le label «Albi-jou», la place du village a été réamé-



Clément Borgeaud, Monthey (VS), membre du comité de coordination du Groupe socialiste des régions de montagne, président du PSVR et porte-parole du PS Suisse

nagée et toutes les personnes intéressées peuvent mieux connaître le village et ses environs sur le «EGGUWEG», sentier didactique autour du village.

Dans la cave du village, les participants ont dégusté un «choléra» (tarte traditionnelle valaisanne), suivi d'une raclette avec du délicieux fromage bio de Tourtemagne. Le vin avait été offert par les viticulteur-trices de la vallée, eux aussi «rouges» – même si la gauche évolue souvent sur un terrain rocailleux dans les régions de montagne, la sympathie et la solidarité sont toujours au rendez-vous. Après un échange sur les défis politiques actuels dans les régions de montagne et une visite du village, l'échange s'est terminé par un apéro au «Sun-nublick». Toute personne habitant dans un canton de montagne et intéressée par notre travail peut s'adresser à Rebekka Wyler (rebekka.wyler@pssuisse.ch).



PS QUEER

Le 10 septembre dernier a eu lieu l'Assemblée de création du PS queer. Nouvel organe du Parti socialiste, le PS queer a pour mission de défendre les intérêts des personnes LGBTQIA+ au sein du Parti et dans la société en général. Bien que l'adoption du mariage pour toutes et tous l'année dernière représente une avancée importante pour la communauté queer, beaucoup d'autres progrès restent à faire, notamment l'interdiction des thérapies de conversion, l'accès égal à la procréation médicalement assistée, la reconnaissance de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle comme motif d'asile, ou encore la défense des droits des personnes trans et non-binaires face aux attaques répétées de l'extrême droite. Le PS queer permettra aux personnes LGBTQIA+ d'être mieux représentées au sein du Parti, et pourra s'assurer que ces thématiques soient traitées de la meilleure manière possible. Les positions du groupe ne se limitent néanmoins pas aux enjeux explicitement queer : dans son manifeste, l'organe se revendique comme intersectionnel, et se présente comme queer-féministe, anticolonial et anticapitaliste.

En tant qu'organe du Parti, le PS queer participe désormais aux Congrès et au Conseil de parti. Des sections pourront aussi être créées dans les partis cantonaux. Les opportunités sont nombreuses pour les membres de façonner le groupe nouvellement fondé et de s'y investir. Le Comité directeur se réjouit de voir un grand nombre de personnes participer à la première Assemblée des membres, qui aura lieu en début d'année prochaine ! Co-présidé par notre camarade genevois Lucien Schwed, le PS queer est désormais aussi sur Instagram, à retrouver sous [@psqueer_suisse](#).

UN ANCRAGE LOCAL RÉCOMPENSÉ

Lors des élections communales du 23 octobre dernier, le PS jurassien a progressé et fait augmenter son nombre de sièges dans de nombreuses communes du canton. Face à une alliance inédite à droite, le PS maintient néanmoins ses deux sièges à l'exécutif de Delémont et gagne un siège au législatif. Malgré une campagne dynamique et engagée sous l'égide de Murielle Macchi-Berdar, les chrétiens-sociaux conserveront la mairie. Le PS affirme cependant de loin sa place de plus grand parti. Ailleurs dans la région, plusieurs sièges ont été gagnés dans les exécutifs et des records atteints au législatif de la commune de Haute-Sorne notamment, où notre camarade Etienne Dobler espère décrocher la mairie au second tour.

En Ajoie, le PS a réussi l'exploit de sortir premier de la course à l'exécutif de Porrentruy, assurant ses deux sièges et en gagnant 2 au législatif (sur une liste commune avec les Vert-es), talonnant ainsi Le Centre longtemps hégémonique. La campagne du second tour pour la mairie, aux côtés de notre camarade Chantal Gerber, bat actuellement son plein. Notons, toujours en Ajoie, l'élection de Léo Beuret, âgé, à l'exécutif de la commune de Courgenay.

Enfin, fidèles à leur tradition, les Franches-Montagnes ont été une terre de victoire pour le PSJ : pas moins de 5 sièges supplémentaires et 1 mairie y ont été remportés ! La parité est désormais parfaite au niveau du canton : 35 femmes et 35 hommes siégeront dans les communes pour le PS jurassien. Félicitations à tou-tes les élu-es !

LE RÉSULTAT

139

membres du Conseil national ont voté en septembre dernier en faveur du contre-projet à l'initiative pour les glaciers. Le Conseil des États a également accepté le texte, avec 44 voix pour et une abstention. Ce contre-projet fixe dans la loi l'objectif de zéro émission de CO₂ d'ici 2050. Malheureusement, l'UDC a lancé un référendum contre cet objet, qui devra donc passer en votation l'année prochaine.

LE CHIFFRE

1 à 2,5 milliards

C'est la somme que pourrait rapporter à la Suisse le nouvel impôt minimum de l'OCDE sur les grandes entreprises. L'impôt de 15 % touchera les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros par an, contribuant ainsi à la redistribution des richesses. Toutefois, la répartition des recettes prévue par la Confédération bénéficierait de manière disproportionnée aux cantons avec des taux d'impôts bas, incitant donc au dumping fiscal. Le PS propose d'autres répartitions qui bénéficieraient de manière équitable à toute la population.

ANNONCE

GROUPS.SWISS



www.groups.swiss



800 hôtels et maisons de vacances en Europe pour groupes et familles, loisirs et cours

Groups AG · Spitzackerstrasse 19 · CH-4410 Liestal · +41 (0)61 926 60 00

PROTÉGER LE CLIMAT. ASSURER L'APPROVISIONNEMENT.

L'INITIATIVE SUR
UN FONDS POUR
LE CLIMAT !



MOVENDO

Das Bildungsinstitut der Gewerkschaften
L'Institut de formation des syndicats
L'Istituto di formazione dei sindacati

Jetzt weiterbilden? Aber sicher!

La formation continue maintenant et plus que jamais!



movendo.ch



Entdecken Sie unsere Webinare
Découvrez nos webinaires

